

POSTES ET MISSIONS A L'ETRANGER (HORS AEFÉ)

MOUVEMENT 2006 (Transparence N°5)

1) REINTEGRATION

2) MISSIONS DE COURTE ET MOYENNE DUREES

3) POSTES A L'ETRANGER DANS UN SERVICE OU ETABLISSEMENT RELEVANT DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

*Cette cinquième période de dépôt de candidatures sera close le dimanche 30 avril 2006 à minuit heure de Paris.
Les postes sont à pourvoir aux dates indiquées dans le descriptif de chaque poste. Sauf indication particulière, ceux-ci sont à pourvoir à l'été 2006.*

4) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES

*Cette cinquième période de dépôt de candidatures sera close le dimanche 30 avril 2006 à minuit heure de Paris.
Pour les postes d'AT, tous les candidats devront effectuer une double démarche
1 – postuler sur le site du MENESR : compléter la rubrique « saisie d'un vœu »
2 – transmettre directement au MAE un CV et une lettre de motivation par courriel aux adresses indiquées en fin de chaque profil de poste.*

5) POSTES D'EXPERTS TECHNIQUES INTERNATIONAUX (ETI)

*Ces postes d'Experts Techniques Internationaux (ETI) sont gérés par le GIP France coopération internationale (FCI) sur délégation de crédits du ministère des affaires étrangères à l'Agence française de développement (AFD).
Pour toute information complémentaire concernant les conditions et procédures, les candidats peuvent consulter le site de FCI : www.fci.gouv.fr.*

Pour pouvoir postuler, tous les candidats doivent avoir saisi un CV :

- 1 – Si vous êtes un nouveau candidat, vous pouvez saisir un CV pour cette période de dépôt de candidature (avant le 30 avril 2006)*
- 2 – Si vous avez déjà saisi un CV, vous pouvez le modifier, mais vous ne pouvez en aucun cas en créer un nouveau.
Vous pouvez formuler un maximum de 4 vœux.*

Il vous appartient de consulter régulièrement le site du MENESR pour connaître la date du début d'une éventuelle période complémentaire, liée à la publication (transparence n° 5) d'une nouvelle liste de postes.

1) REINTEGRATION

Réintégration

Ce choix concerne les agents détachés auprès du ministère des affaires étrangères, en poste à l'étranger dans un service culturel, un établissement culturel ou sur un poste relevant de l'assistance technique (les personnels AEFÉ ne sont pas concernés), qui arriveront en fin de contrat en septembre 2006 et souhaiteraient bénéficier d'un accompagnement lors de leur réintégration en France.

Cette aide apportée lors de la recherche d'un emploi spécifique est indépendante de la procédure administrative de réintégration dans le corps d'origine laquelle doit être adressée -dans les délais requis par l'administration- aux directions gestionnaires de personnels (direction des personnels enseignants ou direction des personnels d'encadrement) ou aux gestionnaires des établissements dont dépend l'agent. Cette demande de réintégration dans son corps d'origine pour y assurer les fonctions

correspondantes est obligatoire à l'issue d'un détachement et n'obère en rien la démarche entreprise pour une seconde mission auprès du MAE.

Dans le cadre de ce retour, le MENESR et le ministère des affaires étrangères mettent en œuvre une politique concertée d'aide à la réintégration des personnels du MENESR arrivés en fin de détachement à l'étranger, que le bureau du réseau extérieur et de la coopération (DRIC A4) est chargé de mettre en place.

Le télégramme diplomatique n° 27840 du 28 avril 2005, qui fournit toutes les informations nécessaires sur l'aide qui peut vous être apportée, peut être obtenu par chaque agent auprès du service culturel de l'ambassade de France de son pays de résidence.

Il est important de rappeler que le vœu « réintégration » n'est pas inclus dans la limite des quatre vœux pour un poste à l'étranger. Si vous terminez un premier contrat, vous pouvez à la fois formuler quatre vœux pour un nouveau poste à l'étranger et un vœu réintégration.

Après avoir saisi votre curriculum vitae, vous pouvez donc, dans la fiche de vœux, cocher le vœu « réintégration » et, dans la partie réservée au rédactionnel libre, vous préciserez votre académie de rattachement (ou celle que vous souhaitez si vous ne connaissez pas encore votre affectation), le type de poste qui pourrait vous intéresser, vos régions préférentielles ainsi que les éléments de motivation qui vous semblent les plus pertinents de signaler.

Toute information complémentaire concernant le suivi de votre dossier doit être demandée par courrier électronique à dric-a4@education.gouv.fr.

2) MISSIONS DE COURTE ET MOYENNE DUREES

Missions de courte et moyenne durées

Ce vœu n'est pas un vœu comme les autres, il concerne les agents expatriés ou non, désireux de participer à des missions à l'étranger pour des périodes de courte ou moyenne durée.

La réforme de l'assistance technique se poursuit. L'assistance technique de « substitution » est en partie remplacée par une assistance technique de « conseil ». A l'assistance technique dite « résidentielle », qui demeure le point d'appui de la coopération, s'ajoute désormais une assistance technique basée sur des missions de courte et moyenne durées.

Des missions ponctuelles sont également à prévoir dans le cadre de la gestion des crises internationales.

Outre la réponse à une demande de la coopération bilatérale, cette assistance technique de conseil pourra également répondre à la demande multilatérale (Union Européenne, Banque mondiale...).

D'ores et déjà, chaque ministère technique doit se doter d'un vivier d'experts. La DRIC s'organise pour répondre aux différentes demandes d'experts dans les domaines suivants : jeunesse, éducation, formation, recherche.

Les agents concernés doivent être capables d'analyser une situation et de définir les actions qui seront réalisées par des ressortissants du pays bénéficiaire. Ils doivent également avoir des compétences en matière d'évaluation.

Après avoir saisi votre curriculum vitae, vous pouvez donc, dans la fiche de vœux, cocher le vœu « missions de courte et moyenne durées » et dans la partie réservée au rédactionnel libre, préciser une synthèse de vos compétences particulières, les zones géographiques que vous connaissez bien, le type de missions qui pourrait vous intéresser et quelques éléments de motivation

Dans le cas où vous seriez également candidat à des postes du réseau culturel ou à des postes relevant de l'assistance technique, le vœu « missions de courte et moyenne durées » n'est pas inclus dans la limite des quatre vœux pour un poste à l'étranger.

3) POSTES A L'ETRANGER DANS UN SERVICE OU ETABLISSEMENT RELEVANT DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

126B108 : CHINE (PEKIN)

Attaché pour la Science et la Technologie

Durée du contrat : 2 ans

Le SST de l'Ambassade de France en Chine comprend actuellement un Conseiller et quatre Attachés, dont un est en poste à Shanghai et un autre à Canton. A Pékin, un attaché est en charge des Sciences du vivant. Le poste à pourvoir couvre l'ensemble des autres disciplines. La coopération franco-chinoise est multiple et particulièrement active en chimie, physique, STIC, ou encore sciences de la Terre. La fonction comprend les activités de veille scientifique classiques, le développement du dialogue avec les autorités et les chercheurs chinois dans le cadre du domaine de compétence considéré et le suivi des opérations lourdes actuellement engagées dans le cadre de la coopération bilatérale. Le candidat devra être enseignant chercheur ou chercheur

titulaire. Ses domaines de compétence scientifique doivent être la Chimie ou la Physique fondamentale. Une expérience en administration de la recherche est également souhaitable. Des qualités d'ouverture et une capacité au dialogue avec les autorités scientifiques chinoises sont indispensables. Excellent niveau d'anglais requis. La connaissance du mandarin constitue un avantage certain.

126F012 : BELGIQUE (BRUXELLES)

Chargé de mission universitaire

Durée du contrat : 2 ans

Le chargé de mission universitaire de la Représentation permanente de la France auprès de l'U.E. est positionné au sein de la "Cellule entreprise et coopération", cellule interministérielle qui associe principalement des agents du Minefi et du MAE. Il concentre ses actions sur le suivi des programmes concernant l'enseignement supérieur et contribue à l'élaboration d'une stratégie de promotion des enseignements supérieurs français dans l'U.E. A cette fin, il est l'interlocuteur privilégié de la DGCID dont il assure le renforcement de la capacité à suivre la mise en oeuvre des programmes communautaires dans ce secteur. Il est en contact étroit avec le bureau de coordination des questions européennes au sein de la Direction générale, avec le groupe de travail en charge de la préparation de la stratégie européenne de promotion de l'enseignement supérieur, avec le MENESR et les autres ministères partenaires (Minefi, Culture) ainsi qu'avec les opérateurs publics et privés, établissements d'enseignement ou de recherche, et EduFrance dont il est le correspondant pour les programmes de promotion sur financement communautaire.

En tant que de besoin, il sera associé aux autres composantes de la stratégie d'influence française dans l'U.E. : exploitation des résultats des enquêtes auprès des SCAC sur les déterminants de la mobilité étudiante, contribution à l'organisation du débat d'idées visant à promouvoir les positions françaises, actions d'information en direction des fonctionnaires des pays membres. Il est en charge, en aval des décisions du Conseil, et si possible en amont de la publication des appels d'offre, en étroite liaison avec le MENESR et ses correspondants à Bruxelles, du suivi des programmes de l'U.E. gérés par la Direction générale Education et Culture (DG-EAC) dans le domaine de l'enseignement supérieur (Socrates -Erasmus-Leonardo-Erasmus Mundus-Tempus...). Il sera également personne ressource pour la composante éducation des programmes géographiques d'aide extérieure de l'U.E., dont la mise en oeuvre est suivie par la Cellule Entreprise et Coopération.

En contact permanent avec la Commission européenne (DG-EAC principalement et autres directions concernées - DEV, Relex...), avec les agences d'exécution (dont Europeaid et la nouvelle agence exécutive pour les programmes éducation et culture), il assure les missions suivantes : veille, information, constitution d'un réseau, conseil aux opérateurs, actions d'influence auprès de la Commission.

Le poste suppose une grande réactivité, une capacité à développer des relations tant avec les fonctionnaires de la Commission et les experts qu'avec les opérateurs. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est requise. L'aptitude à travailler en équipe dans un environnement interministériel est une qualité indispensable. Une connaissance des enjeux de l'attractivité de l'enseignement supérieur acquise dans le réseau et/ou les relations internationales d'un établissement d'enseignement supérieur est fortement souhaitable. Une première expérience à Bruxelles, dans les services de la Commission, serait un atout.

126H037 : ETATS-UNIS (WASHINGTON)

Attaché de coopération pour le français

Durée du contrat : 2 ans

Placé sous l'autorité du chef des Etablissements et de la Promotion du Français, l'Attaché(e) de Coopération pour le français est responsable de la mise en oeuvre, du suivi, et du développement des programmes de coopération éducative et de promotion du français au niveau fédéral. A ce titre, il/elle anime un réseau d'attachés spécialisés et d'assistants techniques postés dans les différentes régions des Etats-Unis auxquels il/elle apporte conseil et appui. Sa mission se développe en liaison étroite avec les autres réseaux de promotion du français actifs aux Etats-Unis (Alliances Françaises, établissements à programmes français, systèmes éducatifs locaux, associations de professeurs américains). La spécificité de ce poste de « personne ressource » et son rôle de coordination implique que le/la candidat(e) soit à la fois familier des méthodes et des enjeux de la coopération éducative et de la promotion du français et particulièrement apte au dialogue et au travail en équipe. Il/elle saura servir dans un environnement à la fois administratif et diplomatique et faire preuve de qualités d'analyse, d'organisation, d'imagination, et d'écoute. Capable de rigueur et de méthode et doté(e) d'une très bonne aptitude à la rédaction (notes, télégrammes de veille, etc.), le/la candidat(e) maîtrisera l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (listes de diffusion, suivi des programmations et des budgets...), et saura s'exprimer en public, en français ou en anglais, avec aisance. Diplômé de l'enseignement supérieur, le titulaire de ce poste devra pouvoir justifier d'une bonne expérience dans le domaine de la promotion du français et/ou de la coopération éducative et linguistique. Une connaissance préalable de l'Amérique du Nord constituerait également un atout appréciable. L'Attaché(e) de Coopération pour le français travaille en étroite collaboration avec le Chef du service des Etablissements et de la Promotion du Français et fait partie du Service de Coopération et d'Action Culturelle basé à Washington, qui compte une quinzaine de personnes. L'encadrement et la formation de plusieurs stagiaires est à prévoir.

126H038 : GRECE (THESSALONIQUE)

Attaché de coopération pour le français

Durée du contrat : 2 ans

Dans le contexte de mise en oeuvre de développement de l'enseignement du français en Grèce et notamment de l'enseignement du français au primaire, il sera en charge, sous l'autorité du Conseiller de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade et en liaison avec l'Institut français de Thessalonique, de la promotion du français et de la formation des enseignants dans les régions de Thrace, Macédoine, occidentale et Epire (près de 1000 professeurs de français et 60.000 élèves). Son action couvrira les secteurs scolaires privés et publics et visera l'augmentation du nombre de candidats aux diplômes et certifications en langue française.

Missions : Assurer la formation continue des enseignants de FLE en organisant un plan de formation annuel. Soutenir la mise en place du nouveau régime de certifications DELF et DALF. Soutenir l'enseignement du français au primaire. Accompagner les évolutions de l'enseignement du français dans les IUT. Promouvoir le français par des actions ciblées vers le grand public.

Profil de référence : Dess de FLE (formation de formateurs) avec de préférence une expérience professionnelle dans le réseau ou à l'étranger. Grande mobilité (2 semaines par mois sur le terrain en dehors de Thessalonique), sens des relations publiques et de la négociation et maîtrise de la langue grecque à l'oral très souhaitable.

Conditions générales d'exercice : Installé dans les locaux de l'IF de Thessalonique, cet agent travaillera en liaison avec l'Attaché de Coopération pour le français déjà en poste et contribuera à faciliter le travail de la chargée des études en France. Cet ACF sera fréquemment en relation avec les autorités grecques, les associations des professeurs de français, les associations franco-helléniques, les associations des parents d'élèves.

Compte tenu de la grande mobilité requise par ses fonctions, cet agent devra faire preuve d'une grande disponibilité et être titulaire d'un permis de conduire.

126H039 : ALGERIE (ALGER)

Attaché de coopération pour le français

Durée du contrat : 2 ans

L'Attaché de Coopération pour le Français (ACF) sera placé au sein du pôle Education-Coopération Universitaire-Recherche du SCAC, auprès de l'ACF en charge de la politique d'appui pour le français. ACF adjoint, il aura en charge le suivi et la gestion du projet FSP « Appui à l'amélioration de la qualité de la formation initiale et continue des enseignants de français en Algérie » (en cours d'élaboration et prévu pour 2 ans). Par ailleurs, il aura la responsabilité de piloter et d'accompagner la politique linguistique conduite dans le réseau des CCF en relation étroite avec les directeurs : organisation de la passation des diplômes et des tests de langue française, création des centres de cours de français (formation des équipes d'enseignants, etc.) et gestion des centres de ressources sur la langue française. Ce poste demande le profil suivant : enseignant de lettres, spécialiste de l'enseignement du FLE dans un environnement plurilingue et du français sur objectifs spécifiques, avec une solide expérience de la coopération linguistique ; bonne connaissance du fonctionnement de l'enseignement Supérieur et de la Recherche en France dans le domaine du français et de la formation de formateurs ; bonne connaissance de l'outil FSP et de sa gestion. D'autre part, la capacité à animer des équipes et un sens aigu des relations humaines seront nécessaires pour mener à bien les projets mis en oeuvre. Ce poste implique une grande mobilité dans un environnement complexe ; constance, ouverture et aptitude au dialogue conditionnent une action efficace sur le terrain.

126H040 : ZIMBABWE (HARARE)

Attaché de coopération pour le français

Durée du contrat : 2 ans

L'Attaché de Coopération pour le Français sera chargé du pilotage de la coopération linguistique et éducative, et, tout particulièrement, de l'action en matière de formation de formateurs pour améliorer la qualité de l'enseignement du français au Zimbabwe, accompagnant ici les efforts des autorités zimbabwéennes pour développer l'enseignement du français dans l'enseignement secondaire. Son action s'exercera prioritairement en direction de la formation des professeurs de français, qu'il s'agisse de leur formation initiale et de leur formation continue. Assisté d'une coordinatrice pédagogique basée au Ministère de l'Education et connaissant le terrain, il formalisera notre coopération au niveau des Autorités Nationales et participera à l'élaboration des curricula. Il mobilisera l'expertise éducative française pour accompagner les réformes de nos partenaires, en relation avec l'antenne régionale du CIEP de la Réunion. Il relancera les clubs de Français des établissements secondaires et y développera des projets en étroite partenariat avec l'Association des Professeurs de Français (ZFTA) de nature à renouveler l'image de notre langue et enraciner son usage. Il s'attachera à accroître notre présence au sein du Département de Français de l'Université du Zimbabwe, à moderniser l'image de notre langue en développant, dans une coopération étroite, de nouveaux contenus d'enseignement et de nouveaux partenariats. Il s'attachera à développer nos coopérations avec d'autres universités qui souhaitent ouvrir de tels Départements. Il coordonnera la Formation Initiale (Hillside Teachers College de Bulawayo) en appui avec l'Alliance Française et appuiera la création de Centres de Ressources. Enfin, il aidera la Conseillère de Coopération et d'Action Culturelle à mettre en place des partenariats inter universitaires, notamment avec la Réunion et une Université Française, ce dont les nationaux sont demandeurs et qui devraient déboucher sur la possibilité d'obtention sur place d'une Maîtrise (DEA) en alternance. Par ailleurs, il organisera les examens du DELF/DALF en liaison avec le C.I.E.P. Il s'attachera enfin à développer les enseignements et les certifications en matière de français sur objectifs spécifiques, notamment dans le domaine du tourisme, de l'hôtellerie et de l'administration en relation avec les alliances françaises et les partenaires

économiques et administratifs intéressés. Cet agent expérimenté dans le formation de formateurs (conception de plans de formation, suivi et évaluation, démarche qualité) veillera à entretenir les meilleures relations avec les autorités locales. Par ailleurs, il organisera les examens du DELF/DALF en liaison avec le C.I.E.P. Il s'attachera enfin à développer les enseignements et les certifications en matière de français sur objectifs spécifiques, notamment dans le domaine du tourisme, de l'hôtellerie et de l'administration en relation avec les alliances françaises et les partenaires économiques et administratifs intéressés. Cet agent expérimenté dans le formation de formateurs (conception de plans de formation, suivi et évaluation, démarche qualité) veillera à entretenir les meilleures relations avec les autorités locales. Professeur certifié ou agrégé, diplômé de 3ème cycle en FLE, le candidat devra avoir connu une expérience préalable dans le périmètre de la ZSP et connaître les procédures spécifiques (projets FSP). Il aura un excellent niveau d'anglais, possèdera la maîtrise des outils informatiques courants et une bonne capacité rédactionnelle. Mobilité et disponibilité requises.

4) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES

BUR-SR-9211 : BURUNDI (BUJUMBURA)

Université de Burundi

Conseiller Technique du Recteur, Chef de Projet

Durée du contrat : 2 ans.

Dans le contexte de la reconstruction, la formation des élites constitue une des priorités de la coopération française au Burundi. En réponse à une demande des autorités burundaises, il a ainsi été décidé d'accorder un appui à l'enseignement supérieur de ce pays. Cette opération se concentre sur l'Université du Burundi et l'Institut National de la Santé Publique (INSP), établissements publics dont elle souhaite accompagner la réforme après onze ans de crise. Dans ce contexte l'Assistant Technique devra conseiller le Recteur dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur et préparer, en concertation avec les autres intervenants dans le secteur, l'intervention française. Cette dernière prendra notamment la forme d'un projet du FSP de 2 millions d'euros qu'il conviendra de finaliser et de diriger à partir de sa date de mise en œuvre prévue pour 2007. Le titulaire du poste sera un universitaire de haut niveau, Maître de Conférences ou Professeur, disposant d'une bonne expérience de participation à un (ou des), projet(s) d'appui à l'enseignement supérieur en Afrique et, si possible, ayant déjà pris part à la mise en place de réformes.

Outre des compétences de haut niveau dans les domaines concernés, le poste proposé requiert des capacités et une sérieuse expérience pour ce qui concerne la tenue de négociations techniques avec les partenaires institutionnels burundais concernés (éducation, université) ainsi qu'avec les partenaires étrangers (bailleurs de fonds, agences, ONG) intervenants dans les secteurs couverts par le programme. Par ailleurs, il est précisé que la vie courante au Burundi ne présente pas de contrainte majeure et qu'une école française à Bujumbura dispense un enseignement direct au niveau primaire et un enseignement via le CNED au niveau secondaire jusqu'à la terminale.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

CEN-SR-0090 : REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (BANGUI)

Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation de l'enseignement supérieur et de la recherche

Conseiller du directeur général de l'enseignement supérieur

Durée du contrat : 2 ans.

Conseiller placé auprès du directeur général de l'enseignement supérieur, l'assistant technique aura à assumer la responsabilité d'amener à son terme (mi 2007) le projet d'appui à l'enseignement supérieur (SUPCA) qui vise à une amélioration de la gouvernance universitaire, le développement de la professionnalisation, -entre autres par l'adoption du schéma LMD (Licence Master Doctorat)-, l'appui à la recherche et le développement de l'utilisation des NTIC.

Il aura par ailleurs, à redéfinir les axes de coopération dans ce domaine, -en liaison avec les partenaires locaux et les autres bailleurs de fonds présents en RCA-, en veillant à leur intégration dans l'espace sous-régional de la CEMAC et préparer un nouveau projet.

Le profil requis est celui d'un universitaire confirmé (Professeur d'université ou maître de conférence), d'une discipline scientifique, ayant déjà eu une expérience de pilotage de projets internationaux, de préférence en Afrique. Il devra faire preuve de capacité de dialogue dans un contexte inter-culturel et de management d'équipe.

Une connaissance des pratiques et procédures liées à la gestion des projets du FSP (Fonds de solidarité prioritaire) serait un atout.

Il aura une très bonne pratique des outils informatiques.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

CHN-SR-9212 : CHINE (PEKIN)

Université de Pékin, School of Government

Professeur à l'Université

Durée du contrat : 2 ans

Particularités du poste à pourvoir : ce poste est mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat stratégique entre Sciences Po, la London School of Economics et Columbia University. Ce partenariat porte le nom de Global Public Policy Network (GPPN). Le professeur désigné sera en résidence à Pékin à la School of Government de l'Université de Pékin. Il devra assurer un rôle d'interface et de coordination entre le GPPN et la School of Government de l'Université de Pékin (Beida) : rôle de représentant institutionnel de Sciences Po et du GPPN, à Beida, à la School of Government, et plus généralement à Pékin ; coordination des actions de coopération universitaire menées par Sciences Po et le GPPN à Beida ; promotion des activités menées à Beida en Chine et plus largement, suivre les programmes de coopération, et plus spécifiquement le Programme de formation Exécutif en politiques publiques mis en œuvre avec la School of Government de Beida qui commencera dès juin 2006. Il accueillera pour 3 mois (pendant 5 ans) 60 hauts fonctionnaires chinois de haut niveau. Participation au développement de nouveaux projets : cours à développer au niveau Master et au niveau doctoral, mise en œuvre d'un programme de conférences sur l'action publique, identification de projets de recherche conjoints...

Participer au développement des activités de Sciences Po et du Global Public Policy Network (GPPN) en Chine : participer aux travaux de recherche en « Public and International Affairs » ; participer à la rédaction et à l'animation du Journal of Public Policy développé dans le cadre de ce réseau ; organiser et animer les conférences données à Beida dans le cadre de ce réseau ; et plus généralement, assister les institutions membres dans tous les projets développés dans le cadre de ce réseau.

Rôle académique : Donner des cours dans le cadre du département d'accueil à la School of Government (undergraduate et Master's level), ou dans tout autre département ; Assurer un rôle « d'academic advisor » auprès des étudiants de Sciences Po et du GPPN à Pékin.

Chercheur ou enseignant-chercheur, spécialiste des politiques publiques et/ou des relations internationales ; Publications en anglais et/ou dans des revues de référence en Public and International Affairs ; Intérêt pour le développement et l'animation de projets de coopération ; Très bonne maîtrise de l'anglais et intérêt pour le chinois ; Bonne connaissance du système d'enseignement et de recherche chinois.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et denis.seigneur@diplomatie.gouv.fr

DJI-E-9003 : REPUBLIQUE DE DJIBOUTI (DJIBOUTI)

Ministère de l'Education nationale et l' Enseignement supérieur.

Chef de projet, conseiller technique auprès du Secrétaire général.

Durée du contrat : 2 ans, renouvelable une fois.

Placé auprès du Secrétaire général du Ministère de l'Education et de l'Enseignement supérieur, l'assistant technique aura une double mission :

- d'une part, en tant qu'expert, il mettra en place un dispositif d'évaluation de la maîtrise de la langue française et des modalités d'enseignement à tous les niveaux ; participera à l'analyse du plan de formation des enseignants en liaison avec le corps d'inspection ;

- d'autre part, en tant que chef de projet, il finalisera et mettra en oeuvre le projet FSP de renforcement du français à Djibouti.

Les deux aspects de la mission sont complémentaires et s'inscrivent dans une démarche d'amélioration de la maîtrise et de l'usage du français dans la capitale comme dans l'intérieur du pays, dans les domaines de l'enseignement et de la formation. Ce poste conviendrait à un agent de catégorie A, diplômé de l'enseignement supérieur (DESS ou Master dans le domaine du FLE/FLS) ayant une expérience dans la réalisation de programmes d'enseignement et de formation / d'outils pédagogiques et /ou de méthodes. Il requiert des capacités à diriger des expertises, animer des équipes, des qualités d'organisation et de gestion, le sens du contact et de la négociation. La connaissance du dispositif de l'aide française et des organismes de recherche et d'expertise est nécessaire.

La scolarisation d'enfants est possible depuis la maternelle jusqu'à la terminale en système français.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

GAB-E-0185 : GABON (LIBREVILLE)

LYCEE LEON M'BA

Professeur de sciences physiques en classes préparatoires.

Durée du contrat : 2 ans, renouvelable une fois.

L'assistant technique aura pour mission de :

assurer un enseignement en sciences physiques dans la limite des obligations statutaires des enseignants nationaux en classes préparatoires

préparer des élèves aux concours des grandes écoles françaises

participer à toute action de diffusion, de formation ou d'encadrement s'inscrivant dans le cadre du programme d'intervention sectorielle de la coopération française au Gabon, notamment à la promotion des formations scientifiques et technologiques.

Ce poste requiert un agrégé de sciences physiques ayant enseigné en classes préparatoires aux grandes écoles

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-0049 : GABON (LIBREVILLE)

Ministère de l'éducation nationale, Service des écoles publiques conventionnées

Inspecteur des Ecoles Publiques Conventionnées

Durée du contrat : 2 ans, renouvelable une fois.

L'assistant technique aura pour mission :

Management des Ecoles Publiques Conventionnées (SEPC), établissements d'enseignements élémentaires gabonais à programme français.

suivi administratif et pédagogique de six EPC, 4 à Libreville, une à Port Gentil, une à Franceville.

l'évolution du système des EPC vers un réseau pilote d'écoles d'excellence ou d'application gabonaises respectant les critères de l'homologation par le MEN français

Ce poste requiert un Inspecteur de l'Education Nationale, ayant une expérience de l'enseignement français à l'étranger et de la coopération éducative

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

HAI-E-0052 : HAITI (PORT-AU-PRINCE)

Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports.

Assistant Technique en charge de la coopération universitaire et de la Francophonie.

Durée du contrat : 2 ans, renouvelable 1 an.

L'AT, placé auprès du Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports, département chargé de l'enseignement supérieur et de la Francophonie, aura pour mission d'impulser et coordonner l'ensemble des activités conduites dans le champ du renforcement du français et de la francophonie, notamment les actions de formation universitaire des ressources humaines (formation d'enseignants du secondaire et formation de formateurs) devant permettre le renouvellement des cadres dans les secteurs de l'éducation et des sciences (médecine, agronomie, mathématiques...). Il organisera ses activités en relation étroite avec le Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade et favorisera le développement de la coopération avec les opérateurs et les partenaires concernés : établissements d'enseignement supérieur et Université d'Etat d'Haïti (ENS, faculté de linguistique, faculté de médecine, faculté des sciences), Bureau Caraïbes de l'Agence Universitaire de la Francophonie, réseau de l'enseignement supérieur français, dont l'Université des Antilles et de la Guyane, fortement impliquée en Haïti dans la formation des enseignants de lycée.

Agent de catégorie A, de préférence professeur agrégé en lettres ou en sciences humaines, l'expert dispose si possible d'une expérience en FLE ou en formation d'adultes. Il a une expérience ou des compétences dans les domaines de la coopération. La mission requiert aptitude au travail en équipe comme en autonomie, des qualités relationnelles et des capacités de gestion et de négociation.

Les conditions de vie en Haïti sont rustiques. Les services fonctionnent par intermittence (eau électricité, téléphone, ramassage des ordures ménagères), les logements sont à un coût élevés pour des prestations de faible qualité. La ville de Port au Prince souffre d'embouteillages chroniques qui paralysent la ville aux heures de pointe.

Les services de l'ambassade ont été amenés à travailler en horaire décalé afin de s'adapter à cette situation (6H-14h). Les magasins d'alimentation sont pourvus selon les normes américaines à des prix corrects. Les produits frais, fruits légumes, viandes sont disponibles sur les marchés locaux en grande quantité et à des prix abordables. Les importateurs de véhicules fournissent des gammes complètes de véhicules neufs à des prix supérieurs de 15 % au marché américain.

La scolarisation des enfants de la maternelle à la terminale se fait au lycée Alexandre Dumas, lycée français en Haïti. Ce lycée obtient d'excellents résultats (100 % d'admis au bac en 2003).

Sur le plan des loisirs et de la vie culturelle, l'institut français d'Haïti dispose d'une bibliothèque et d'une médiathèque et propose quelques spectacles. Un réseau de salle de cinéma diffuse des films grand public. Les accès aux stations balnéaires sont possibles en week end. La proximité de la République Dominicaine offre des possibilités de tourisme et de loisirs diversifiés. La sécurité des communautés étrangères est assurée. Par contre des cambriolages sont possibles dans les maisons sans protection

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et irene.kirsch@diplomatie.gouv.fr

LAO-E-9296 : LAOS (VIENTIANE)

Ministère de l'Éducation – Département de l'enseignement général et maternel

Responsable du volet national du projet de valorisation du français en Asie du Sud-Est (VALOFRASE)

Durée du contrat : 2 ans, renouvelable.

Le projet VALOFRASE vient en appui aux politiques d'enseignement du /en français mis en œuvre par les ministères cambodgien, laotien et vietnamien de l'Éducation. Il est monté dans un cadre partenarial avec les autorités de tutelle des trois pays concernés et les coopérations bilatérales et multilatérales francophones impliquées dans ce domaine.

Au Laos, l'assistant technique (AT) est responsable de la mise en œuvre et de la coordination des activités prévues au niveau national dans le cadre du projet VALOFRASE ainsi que des activités transversales de ce projet devant se dérouler dans ce pays. En concertation avec les différents partenaires, l'AT aura pour mission d'impulser et de coordonner l'ensemble des activités prévues dans les champs de la formation initiale et continue des enseignants de français et en français ainsi que des formateurs de formateurs. Il devra appuyer la mise en place d'une politique éducative pour l'enseignement des langues vivantes du primaire au supérieur et appuyer le fonctionnement des dispositifs d'enseignement correspondant. Il devra garantir la bonne articulation, la cohérence et l'efficacité des actions entre partenaires, assurer l'interface entre le comité de coordination régionale et le comité national de pilotage auquel il devra proposer des plans d'action à mettre en œuvre et présenter des bilans annuels d'activité du projet.

Ce poste conviendrait à un agent de catégorie A /expert diplômé de l'université (master/DEA/DESS en FLE ou sciences de l'éducation), ayant une expérience et des compétences avérées dans les domaines de la formation et de la conception de documents didactiques. Il requiert disponibilité (déplacements dans la région), aptitude au travail en équipe comme en autonomie, des qualités relationnelles et des capacités de gestion et de négociation. La maîtrise des outils de la bureautique est indispensable, celle de l'anglais souhaitable. Une connaissance/expérience de la gestion de projet, des problématiques du développement institutionnel, des mécanismes et outils de la coopération bilatérale et/ou multilatérale dans un pays en voie de développement serait un atout.

Scolarisation d'enfant possible en établissement français de la maternelle à la terminale.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

NGA-E-0009 : NIGERIA (JOS)

Centre for French Teaching and Documentation (CFTD).

Directeur du « Centre for French Teaching and Documentation (CFTD) et de l'Alliance Française

Durée du contrat : 2 ans.

Le candidat se verra confier deux missions, Directeur du CFTD et de l'AF et chargé de la coopération linguistique pour la région Centre Nord.

Chef de file de trois CFTD dans le cadre d'un FSP, le Directeur du CFTD de Jos assure la gestion administrative et pédagogique de cet établissement franco-nigérian de formation continue des professeurs de français.

Il organise, prépare et encadre : à Jos, les stages fédéraux (inspecteurs, universitaires, etc.) avec l'aide de deux AT (VI) et 3 formateurs nigériens ; dans le Nord du pays, les stages dans 17 états fédérés (enseignants du secondaire).

Il anime également les activités de l'Alliance française située sur le même site. L'Alliance effectue principalement de la formation linguistique. Ses activités de diffusion et d'animation culturelles ne sont cependant pas négligeables.

En charge de la coopération linguistique pour la région Centre-Nord il assure avec ses collaborateurs, le suivi pédagogique des enseignants dans les établissements du secondaire et du supérieur dans trois états fédérés.

D'une grande mobilité, le candidat aura une solide formation en FLE (formateurs de formateurs), des qualités de gestionnaire, des connaissances en informatique et une très bonne maîtrise de l'anglais.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et denis.soriot@diplomatie.gouv.fr

NGA-FP-0002 : NIGERIA (IBADAN)

Centre for French Teaching and Documentation (CFTD).

Directeur du centre de formation continue pour les professeurs nigériens de Français.

Durée du contrat : 2 ans.

Directeur du CFTD, établissement franco-nigérian de formation continue pour les professeurs de français des établissements secondaires du Sud-ouest du Nigeria (Etats de Ogun, Oyo, Kwara, Osun, Ondo, Ado-Ekiti, Kogi), il assure également, de manière secondaire, les fonctions d'attaché linguistique auprès des professeurs de français de Etats de Oyo, Ogun, Osun et Ekiti.

Le directeur du CFTD doit : mettre en place les actions de formation continue de professeurs de français du Sud-ouest de la fédération nigérienne ; assurer le suivi des actions en direction des établissements d'enseignement cibles de la zone Sud-ouest ; gérer les fonds mis à disposition par le SCAC ; produire du matériel pédagogique et animer les centres de ressources des établissements d'enseignement supérieur de la zone.

Professeur du second degré expérimenté avec maîtrise, DESS ou DEA de FLE.

Agent expérimenté dans la formation de formateurs (conception de plans de formation, suivi et évaluation, démarche qualité), il anime une petite équipe binationale et veille à entretenir les meilleures relations avec les autorités locales.

Très bon niveau d'anglais et maîtrise des outils informatiques courants.

Mobilité et disponibilité requises.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et denis.soriot@diplomatie.gouv.fr

NGR-SR-0001 : NIGER (NIAMEY)

Ministère des Enseignements secondaire et supérieur, de la Recherche et de la Technologie.

Expert Sectoriel Enseignement Supérieur.

Durée du contrat : 2 ans.

L'assistant technique aura pour mission de concevoir et piloter le projet F.S.P. pour l'enseignement supérieur ; d'assister la direction générale de l'Enseignement (D.G.E.) dans la définition et la mise en œuvre de la politique sectorielle dans le cadre du Programme de Développement de l'Education (P.D.D.E.) ; d'accompagner les autorités académiques dans le processus de réforme de l'Université Abdou Moumouni de Niamey (U.A.M.). A cette fin, il veillera à la bonne insertion du M.E.S.S.R.T. et du rectorat de l'U.A.M. dans le cadre partenarial de mise en œuvre du P.D.D.E. et d'intégration sous-régionale (projet de réforme U.E.M.O.A./B.A.D.). Il collaborera avec l'équipe d'experts placée auprès du ministère de l'Enseignement de Base (M.E.B.A.) pour l'exécution du programme de soutien à la procédure accélérée en faveur de l'Education pour tous au Niger financé par l'Agence Française de Développement (A.F.D.). Il contribuera à l'instruction des futurs concours des partenaires techniques et financiers au sous-secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. L'assistant technique est mis à disposition du ministère nigérien des Enseignements secondaire et supérieur, de la Recherche et de la Technologie par le ministère français des Affaires étrangères pour une durée minimale de deux ans, éventuellement renouvelable.

Il est rattaché au secrétariat général du M.E.S.S.R.T. et travaille en liaison étroite avec la direction générale de l'Enseignement (D.G.E.) et, en son sein, avec la direction de l'Enseignement supérieur (D.E.S.) ainsi qu'avec le rectorat de l'U.A.M. Il intervient en situation d'appui conseil et de renforcement des compétences. Il utilise les locaux et la logistique mis à sa

disposition par le M.E.S.S.R.T. et l'U.A.M. Il rend compte semestriellement de l'exercice de sa mission au secrétaire général du M.E.S.S.R.T. et au chef du service de Coopération et d'Action culturelle de l'ambassade de France. Il produit un rapport de fin de mission. L'assistant technique travaillera à l'élaboration puis à la réalisation du projet d'appui à l'enseignement supérieur axé sur le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur le campus universitaire de Niamey (services communs, facultés, écoles, instituts). Il assistera la direction générale de l'Enseignement (D.G.E.) dans la définition et la mise en œuvre de la politique sectorielle à travers : la reconfiguration de l'offre de formation et la maîtrise des effectifs ; l'amélioration de la qualité de la formation et de la recherche ; la modernisation des modes de gouvernance, de management et de gestion ; la promotion du dialogue social et de la participation ; la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités inscrites dans le plan d'action du P.D.D.E. au titre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Il accompagnera les autorités académiques dans le processus de réforme de l'U.A.M. en concourant à : bâtir une nouvelle architecture des études fondée sur les trois grades de licence, master et doctorat ; réorganiser les études en semestres et en unités d'enseignement capitalisables ; créer des cursus à vocation professionnelle et des filières courtes professionnalisées ; construire des parcours de formation flexibles ; développer des partenariats avec d'autres établissements d'enseignement supérieur. De manière plus transversale, il apportera son appui à la conception de termes de référence pour le financement d'activités liées au renforcement des capacités du M.E.S.S.R.T. ou de l'U.A.M. ; la concertation avec la coordination des partenariats techniques et financiers ; la préparation des revues sectorielles conjointes et du Conseil National de l'Education. Enseignant-chercheur, personnel d'encadrement de la Fonction publique (secrétaire général d'établissement public d'enseignement supérieur, ingénieur de recherche...) ou agent contractuel, l'assistant technique aura une expérience avérée dans le domaine de l'organisation et du fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur. Il disposera d'une bonne connaissance de la réforme L.M.D. ainsi que des partenariats inter-universitaires. Il connaîtra la méthodologie et les procédures d'élaboration des projets de coopération. Il aura de bonnes capacités relationnelles et maîtrisera parfaitement la bureautique (traitement de texte, tableur, gestionnaire de base de données).

Le pilotage récent d'un projet de coopération dans l'enseignement supérieur (<5 ans) ou la conduite d'une expertise en matière de réforme L.M.D. dans un pays A.C.P. constituerait un sérieux atout.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et Veronique.DE-ROHAN-CHABOT@diplomatie.gouv.fr

TUN-SR-9001 : TUNISIE (TUNIS)

Ministère tunisien de l'Enseignement Supérieur.

Assistant Technique, Chef de Projet FSP Rénovation de l'Enseignement du Français dans l'Enseignement Supérieur tunisien.

Durée du contrat : 2 ans.

Cet Assistant Technique, Chef de projet FSP - Programme de rénovation de l'enseignement du Français et en français dans l'enseignement supérieur tunisien, assurera à la fois la maîtrise intellectuelle du projet selon la logique mise en œuvre dans le « Rapport de présentation » approuvé par les autorités tunisiennes, et sa mise en œuvre administrative et financière.

Il travaillera en étroite coopération avec le SCAC, autorité de tutelle, le Chef de projet désigné par la partie tunisienne et le Ministère tunisien de l'enseignement supérieur.

Il facilitera sur place la coordination des opérateurs français, facilitera le départ, le séjour des stagiaires tunisiens.

Une lettre de mission précisera les différentes tâches auxquelles cet assistant technique s'efforcera de satisfaire durant son séjour.

Ce poste exige avant toute chose de grandes qualités d'écoute et de vrais talents de négociateur, un vrai désir d'insertion dans le paysage social et la logique intellectuelle tunisienne, sans jamais perdre de vue un sens aigu de la rigueur et de l'équité.

Ce poste sera pourvu par un agrégé de lettres modernes ou de linguistique spécialiste de l'ingénierie éducative, ayant une très bonne connaissance des problèmes de didactique de l'enseignement des langues étrangères, de la pédagogie de l'enseignement des langues et une très solide expérience de la mise en œuvre des projets en science de l'éducation.

Il aura une connaissance éprouvée de l'enseignement supérieur et de la recherche, des programmes européens ainsi que des institutions oeuvrant dans ces domaines.

Il sera également familiarisé avec les techniques de gestion de projet et de leur évaluation.

Il aura la maîtrise des outils informatiques nécessaires à l'exercice de sa fonction et des techniques de gestion financière propre aux projets du Fond de Solidarité Prioritaire et à leur mise en œuvre.

Une expérience dans la gestion de projets similaires et une expérience réussie, acquise à l'étranger, seront un atout.

Compte tenu du caractère extensif de ce projet, cet agent sera amené à de fréquents déplacements en Tunisie.

Les conditions de vie à Tunis ne présentent aucune difficulté particulière. Les établissements français permettent de scolariser les enfants.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et paul.petit@diplomatie.gouv.fr

VIE-SR-0009 : VIETNAM (HANOI)

Ecole supérieure d'économie nationale

Chef de projet au Centre Franco-Vietnamien de formation à la gestion et Co-directeur du centre de Hanoi.

Durée du contrat : 2 ans.

Le CFVG, hébergé par l'Ecole Supérieure d'Economie Nationale à Hanoi et par l'université d'économie à Ho Chi Minh Ville, est un centre d'excellence qui délivre MBAs et masters spécialisés de grands établissements français.

Le chef de projet poursuit le développement de l'établissement en suivant l'évolution du portefeuille de diplômes (mise en place d'un Master en Marketing au centre d'Ho Chi Minh Ville) et le lancement d'un centre de recherches en économie de transition asiatique. Il assure la coordination de l'ensemble des deux établissements de Hanoi et Ho Chi Minh Ville.

Placé sous l'autorité du Conseiller de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France et en liaison étroite avec le co-directeur vietnamien, il a la responsabilité administrative, financière (budget, ressources humaines, communication, etc.) et pédagogique du Centre. Il veille à l'intégration des activités du CFVG au sein de son environnement universitaire (Ecole Supérieure d'Economie Nationale et projet de Pôles Universitaires Français) et économique (communauté d'affaires vietnamienne, française et européenne) et développe notamment le secteur de la formation continue.

Le candidat, docteur en économie ou en gestion et bon négociateur, a déjà dirigé un établissement similaire, parle anglais couramment et maîtrise l'outil informatique. Une expérience à l'international, en Asie de préférence, serait un plus.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et beatrice.duchemin@diplomatie.gouv.fr

5) POSTES D'EXPERTS TECHNIQUES INTERNATIONAUX (ETI)

Ces postes d'Experts Techniques Internationaux (ETI) sont gérés par le GIP France coopération internationale (FCI) sur délégation de crédits du ministère des affaires étrangères à l'Agence française de développement (AFD).

Le profil détaillé des postes sera publié ultérieurement. Cependant, pour toute information concernant les conditions et procédures, les candidats peuvent déjà consulter le site de FCI : www.fci.gouv.fr.

PAYS	DATE PRISE DE FONCTION DUREE PRESTATION	N°DE POSTE	AFFECTATION/ FONCTION
NIGER	septembre 2006 2 ans	FCI-NGR-E-0314	Conseiller technique Enseignement 1er degré et Education de Base Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisation
	septembre 2006 2 ans	FCI-NGR-E-0318	Conseiller technique Enseignement 1er degré et Education de Base Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisation